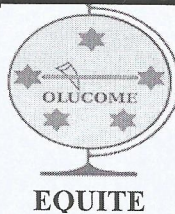


OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N°017/OLUCOME/07/2018 PORTANT SUR LA PAUVRETE EXTREME DES FAMILLES JUSQU'A LA HAUSSE DU TAUX DE PREVALENCE DE LA MALNUTRITION CHEZ LES ENFANTS.

« Le Gouvernement du Burundi devrait mettre de côté les discours politiques séduisants et sentir la pauvreté extrême que vivent les familles burundaises afin de sauver les enfants malnutris. »

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) vient malheureusement d'apprendre avec regret que le taux de prévalence de la malnutrition chez les enfants burundais continue à s'accroître et s'accompagne indubitablement des maladies alors que pas mal d'autorités burundaises manifestent une insouciance accrue par des discours politiques contraires à la réalité que vivent les familles burundaises.

2. A travers la récente enquête nationale sur la situation nutritionnelle et la mortalité au Burundi menée dans 46 districts sanitaires par l'Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), le taux de prévalence de la malnutrition des enfants de 0 à 59 mois a atteint 57% d'enfants malnutris. Cependant, l'OLUCOME ne cesse de montrer noir sur blanc le degré de pauvreté qui ne cesse de planer sur les familles. Et les maladies en profitent pour décimer ces familles car elles ne peuvent pas satisfaire ne fût-ce qu'un besoin fondamental « se nourrir ». Aussi, cette enquête de l'ISTEEBU vient de prouver à suffisance le plan de réponse présenté par l'organisation humanitaire de l'ONU (OCHA) et le Gouvernement du Burundi au début du mois de janvier 2018 où la vulnérabilité des populations du Burundi s'est aggravée. **D'où désormais 3,6 millions de personnes soit 1/3 de la population burundaise sont dans le besoin d'assistance, soit une augmentation de plus de 18% depuis 2016. Un Burundais sur trois est touché par l'insécurité alimentaire (IPC juillet 2017), des épidémies (choléra et paludisme), la malnutrition (MAG, plus de 10% selon les régions). Ces personnes ont besoin de biens de première nécessité, d'un accès aux services sociaux de base et de protection pour améliorer immédiatement leurs conditions de vie (OCHA, plan de réponse 2018).**

3. Cependant au Burundi, les autorités se sont habituées à divulguer des discours machiavéliques en ignorant carrément les conditions dans lesquelles vit la population burundaise. A titre illustratif, selon Monsieur Térance Ntahiraja assistant et porte-parole du Ministre de l'Intérieur, de la formation patriotique et du développement local dans une interview accordée à la radio France internationale le 12 juillet 2018, **« les Burundais mangent à leur faim, ils plantent, ils récoltent et mangent. Je vous dis qu'ils vivent dans les mêmes conditions que les autres pays »**. En plus, le Gouvernement ne cesse de sucer la population qui croupit dans une misère sans nom en violation flagrante de l'article 69 de la Constitution burundaise en demandant des contributions 5 fois pour une même personne à une même période aux élections de 2020, pour la construction des stades de football, etc.

Rappelons que la malnutrition sévère chez les enfants influe indiscutablement sur le

développement normal de la personne humaine et le Burundi serait en voie de perdre progressivement son capital humain, qui participerait dans le développement socioéconomique du pays.

4. Face à cette situation grave de l'extrême pauvreté, l'OLUCOME recommande avec insistance ce qui suit :

Au Gouvernement du Burundi :

- a. De revenir à la raison et favoriser l'investissement local et étranger en vue d'accroître la production nationale ;
- b. De dialoguer avec les partenaires historiques comme l'Union Européenne, le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement et les pays amis du Burundi afin d'assainir le climat des affaires ;
- c. De participer d'urgence et sans condition au dialogue politique piloté par l' East African Community (EAC) afin de trouver une solution négociée dans les plus brefs délais en vue de s'atteler aux activités économiques ;
- d. D'adopter et d'exécuter les budgets nationaux de production et non de consommation ;
- e. D'arrêter les discours politiques de propagande, mais plutôt permettre la satisfaction des besoins primordiaux de la population au lieu de continuer à la sucer à fond par des contributions forcées et anti-constitutionnelles de tout genre ;
- f. De prôner pour la meilleure redistribution des ressources dans le but de garantir l'équité sociale au Burundi conformément à la Constitution burundaise et au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

A la facilitation dans le dialogue inter burundais :

- a. De convoquer la 5^{ème} session des pourparlers inter burundais externes afin d'avancer vers l'obtention des solutions négociées aux problèmes politiques et économiques qui minent la société burundaise.

Fait à Bujumbura, le 19 /07/2018

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

